

PREFECTURE DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire

Nantes, le 05 juin 2009

Groupe de subdivisions de Nantes

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Laiterie Saint Père à saint Père en Retz.

Mots-clés : Laiterie – arrêté préfectoral complémentaire concernant la création d'un entrepôt frigorifique automatisé de grande hauteur (20,8 m)

La Laiterie St Père a transmis le 7 novembre 2008 (complété le 18 mars et le 2 juin 2009) à monsieur le préfet de la Loire-atlantique une demande d'autorisation concernant la création d'un entrepôt frigorifique automatisé de 20,8 m de hauteur.

I – Présentation synthétique du dossier du demandeur

1. Le demandeur

Raison sociale : SOCIETE LAITERIE SAINT PERE

Adresse : BP 12 - 44 320 ST PERE EN RETZ

Téléphone : 02 40 21 70 20

Télécopie : 02 40 21 80 55

Forme de la société : Société anonyme (SA)

N° SIREN : 865 801 468 000 14

Arrêtés préfectoraux délivrés :

Situation administrative :

- le 01/09/1977 (installation de combustion)
- le 05/09/1983 (épandage des eaux résiduaires)
- le 04/12/1985 (extension d'activités)
- le 13/04/1993 (extension des installations de réfrigération)
- le 06/03/1996 (extension d'activités)
- le 23/05/2000 (extension du périmètre d'épandage des eaux résiduaires)
- le 14/03/2003 (traitement en station des eaux résiduaires)
- le 13 mars 2007 (arrêté préfectoral codificatif)

2. Historique

La LAITERIE SAINT PERE est une entreprise familiale créée en 1905 qui, depuis 1990, constitue une filiale du Groupe INTERMARCHE. Elle commercialise des produits sous la marque Saint Père et Pâturage de France.

Son activité depuis mai 2002 est de collecter et transformer du lait en :

- Beurre,
- Crème,
- Yaourt,
- Desserts : crèmes desserts, flans gélifiés, liégeois mousse,
- Lait UHT.

3. Le projet et ses caractéristiques

La laiterie Saint Père est implantée sur la commune de Saint Père en Retz, à 1,5 km du nord du bourg, au lieu dit de la Claie (*cf. annexe*).

L'établissement est bordé :

- à l'ouest par la RD 86,
- au sud par la route d'accès au lieu-dit de la Paragère

Deux accès à l'établissement sont aménagés sur chacune des voies de circulation.

La parcelle concernée par le projet d'entrepôt est localisé entre l'entrepôt actuel de stockage de produits finis au Nord, la route RD86 à l'ouest et la route de la Paragère.

3.1 Origine du projet

Pour le stockage de ses produits finis, la Laiterie Saint Père exploite d'ores et déjà sur son site trois entrepôts de stockage :

- Deux chambres froides sous température dirigée (entrepôts frigorifiques),
- Un entrepôt sous température ambiante.

Les demandes des distributeurs des produits fabriqués sur le site ont conduit la laiterie à développer la zone de préparation des commandes avant expédition.

Les expéditions actuelles tendent à concerner de plus en plus de références de produits, avec des chargements à constituer par « picking » parmi l'ensemble des références fabriquées sur le site.

L'augmentation prochaine prévue de la zone de préparation de commande dans l'entrepôt réfrigéré actuel implique de disposer d'une capacité de stockage réfrigérée supplémentaire. Le nouvel entrepôt de stockage réfrigéré répond à ces contraintes.

Intégralement automatisé, ce nouvel entrepôt permettra d'alimenter par un convoyeur automatique les palettes utiles à la préparation des commandes.

3.2 Caractéristiques des produits stockés

Les produits stockés dans le nouvel entrepôt seront exclusivement des produits finis conditionnés, sur palette.

La composition moyenne d'une palette de produits finis (600 kg) est la suivante :

- Produit laitier: 500 kg,
- Carton : 30 kg,
- Plastique : 45 kg,
- Bois : 25 kg.

Les palettes stockées ne seront pas filmées pour permettre une circulation optimale de l'air réfrigéré au cœur des palettes et éviter le défilage à chaque convoyage de palette vers la zone de préparation de commandes (les palettes du nouvel entrepôt n'étant pas expédiées, mais servant à constituer les commandes à expédier).

Pour la capacité maximale de 2 400 palettes, le poids total de marchandises stockées sera de 1 440 tonnes, dont 240 tonnes de matériaux d'emballages combustibles.

Cet entrepôt relève donc de la rubrique 1510 relative aux entrepôts.

3.3 Configuration du nouvel entrepôt

Le nouvel entrepôt sera implanté au Sud de l'entrepôt frigorifique actuel de stockage des produits finis. Il sera accessible depuis la RD86 par la route de la Paragère. Un accès spécifique depuis cette rue est prévu.

L'entrepôt aura une surface totale extérieure au sol de 1 020 m² (58,75 m de long et 18,6 m de large) pour une hauteur maximale de 20,8 m à l'égout de toiture.

La surface interne de la cellule de stockage sera de 935 m² (58,45 m x 16 m), pour une hauteur utile de 18 m sous plafond, soit un volume de cellule de 16 830 m³.

3.4 Mode de réfrigération

La réfrigération du nouvel entrepôt sera assurée par un circuit d'eau glycolée relié à la salle des machines actuelle fonctionnant à l'ammoniac.

La création du nouvel entrepôt n'engendrera pas d'augmentation de la quantité maximale d'ammoniac déjà autorisée, soit 4,165 tonnes prévues au titre de la rubrique n°1136 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

4. Demande de compléments de l'inspection des installations classées

Le dossier déposé par l'exploitant le 7 novembre 2008 décrivait de manière très succincte le projet d'entrepôt et fournissait quelques plans du projet sans apporter d'éléments d'appréciation sur les risques pouvant être générés par ce projet sur le reste du site et en dehors des limites de propriété, notamment lié au fait que cet entrepôt aura une hauteur de 20,8 m.

Par ailleurs, l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif aux entrepôts relevant de la rubrique 1510 prévoit dans son article 6 les dispositions suivantes :

« Pour les entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 12,50 m de hauteur, la stabilité au feu de la structure est d'une heure, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie et qu'une étude spécifique d'ingénierie incendie conclut à une cinématique de ruine démontrant le non-effondrement de la structure vers l'extérieur de la première cellule en feu et l'absence de ruine en chaîne, et une cinétique d'incendie compatible avec l'évacuation des personnes et l'intervention des services de secours »

Toutefois, les dispositions des arrêtés ministériels du 5 août 2002 et du 23 décembre 2008 relatif aux entrepôts soumis à autorisation et à déclaration au titre de la rubrique 1510 ne sont pas applicables.

En effet, ces arrêtés exclus de leur champ d'application les entrepôts frigorifiques.

Nonobstant le fait que ces dispositions ne s'appliquent pas de plein droit aux entrepôts frigorifique, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de compléter son dossier par :

- une étude spécifique d'ingénierie incendie et en fonction des conclusions de cette étude de prévoir les moyens permettant :
 - d'évacuer les personnels,
 - une intervention des services de secours,
 - de prévenir le risque d'effondrement de l'entrepôt vers les installations existantes.
- Une étude de dangers concernant le risque incendie et les zones d'effets pouvant être générées.

L'exploitant a fourni ces éléments le 18 mars 2009 et le 2 juin 2009.

5. Etude de dangers et étude spécifique ingénierie

5.1 caractéristiques de l'entrepôt

Cet entrepôt sera constitué d'une charpente métallique. Le volume de la cellule sera constitué de panneaux jointifs en mousse de polyuréthane (Bs3d0), protégés en toiture et en partie haute des façades par un bardage métallique.

Un mur coupe-feu 2 heures d'une hauteur de 9,2 m est prévu sur le pignon dirigé vers les bâtiments existants avec un retour sur les grandes façades, de manière à protéger ces bâtiments en cas d'incendie généralisé et de ruine du nouvel entrepôt. Ce mur sera complété par un renforcement de la protection au feu de la charpente associée au mur.

Le gerbage et le dégerbage automatisés des palettes seront assurés grâce à deux mâts mobiles équipés chacun d'une double fourche permettant d'accéder à deux profondeurs de palettes.

Chaque mât desservira ainsi 4 palettiers.

Le convoyage des palettes depuis l'entrepôt actuel de stockage de produits finis sera assuré par un convoyeur prévu dans un couloir de liaison reliant le nouvel entrepôt à l'actuel.

Ce couloir fera 5m de large et 10m de long.

Aucun quai de déchargement/chargement n'est donc prévu.

A noter que l'automatisation du nouvel entrepôt évitera toute présence permanente de personnel. Seules les opérations de maintenance nécessiteront une présence humaine.

Dans le cadre de son dossier, l'exploitant a présenté la manière dont il répondait aux préconisations du « Guide de prévention des incendies dans les entrepôts frigorifiques » élaboré par l'Union Syndicale des Exploitants Frigorifiques (USNEF).

Les parois extérieures du nouvel entrepôt seront situées :

- A 10 m des parois de l'entrepôt actuel de stockage de produits finis au Nord,
- A 23,4 m minimum de la limite de propriété longeant la route de la Paragère au Sud,
- A 57,5 m minimum de la limite de propriété longeant la route de Saint-Viaud (RD86).

En dehors de l'entrepôt actuel, aucune installation existante sur le site de la Laiterie n'est recensée à moins de 65 m du nouvel entrepôt (station de lavage).

Aucune construction ou habitation n'est recensée à moins de 100 m du projet.

5.2 Mesures destinées à limiter la survenance de source d'ignition

Les mesures qui seront mises en place sur le site permettant de prévenir tout risque de survenance d'un incendie sont les suivantes

- Interdiction de fumer dans les locaux,
- Délivrance d'un permis de feu pour tout travail par point chaud pour le personnel et les entreprises extérieures,
- Vérification périodique des installations électriques par une société spécialisée,
- Contrat de maintenance sur l'ensemble des installations et matériels de lutte contre l'incendie,
- Contrôle thermographique annuel par une société spécialisée,
- Mise en place d'un dispositif de protection contre la foudre conforme à la norme NF 17 102,
- Surveillance du site 24h/24 et 7 j/7,
- Clôture du site pour éviter toute intrusion et acte de malveillance,
- Report des alarmes au niveau du poste de surveillance et/ou sur des téléphones d'astreinte. Le déclenchement de ces alarmes permet une intervention rapide du personnel.

5.3 Mesures de détection et de lutte incendie

Gestion des alarmes

Le nouvel entrepôt (combles et cellule de stockage) sera muni de détecteurs incendie reliés à une centrale, avec astreinte 24h/24, 7j/7.

Cette centrale d'alarme permet

- d'identifier la zone en alarme,
- d'activer le cas échéant manuellement les sirènes générales.

L'exploitant a mis en place des procédures et consignes écrites relatives au fonctionnement de la centrale et les procédures à appliquer en cas de déclenchement d'une alarme.

Moyens de défense incendie internes

L'établissement dispose des équipements de lutte contre l'incendie suivants : des extincteurs, de capacités variables et contenant un agent d'extinction adapté au type de feu à combattre.

Le nombre d'extincteurs sera conforme à la règle R4 de l'APSAAD,

Le site est déjà équipé d'une réserve d'eau d'extinction de 300 m³ à 180 m du projet, complétée par une réserve de 60 000 m³ équipée de deux aires d'aspiration.

Ces réserves permettront de largement couvrir les besoins en eau d'extinction évalués selon l'instruction Technique D9 à 150 m³/h, soit 300 m³ sur 2 heures.

Des formations incendie destinées à la manipulation des équipements de secours incendie et au comportement à adopter en cas de début d'incendie seront dispensées. Les équipes de sécurité incendies (ESI) participeront à un exercice d'incendie général par an.

De plus, une surveillance est effective tous les jours de l'année (présence personnel).

En cas de sinistre, les pompiers du centre de secours de la commune de Saint Père en Retz peuvent intervenir rapidement en 1^{ère} intervention, la caserne étant située à 2 km du site

Afin de coordonner et d'améliorer l'efficacité des interventions de secours, le plan d'établissement répertorié est en cours de mise à jour.

5.4 Voie d'accès au site et circulation des véhicules de secours

L'accès au nouvel entrepôt sera réalisé depuis la route départementale RD86 puis la route de la Paragère.

La voie aménagée sur tout le périmètre de l'entrepôt permettra aux services de secours d'accéder rapidement à n'importe quel endroit de l'entrepôt. L'emprise de cette voie sera reportée à 30 m des façades, de manière à garantir l'action des secours suite à une ruine des façades vers l'extérieur.

5.5 Mesures de protection contre les pollutions éventuelles en cas d'incendie

En cas d'incendie, le confinement des eaux d'extinction serait réalisé dans les mêmes conditions que les eaux incendie du reste du site : par détournement du collecteur d'eaux pluviales vers le réseau eaux usées et la station d'épuration.

Une vanne d'obturation du collecteur d'eaux pluviales sera mise en place à cet effet.

Les besoins en eau d'extinction d'un sinistre sont évalués à 300 m³.

Ils pourront sans difficulté être confinés dans les bassins de la station, d'un volume global supérieur à 15 000 m³.

5.6 Dispositions constructives

Le nouvel entrepôt sera constitué d'une charpente métallique autoportante.

Le volume de la cellule sera constitué de panneaux sandwichs fixés sur cette charpente. Ils seront protégés en toiture et en partie haute des façades par un bardage métallique.

Le sol de la cellule sera constitué d'une dalle en béton.

La cellule aura une surface de 935 m² pour une hauteur sous plafond de 18 m.

Les combles seront munis d'exutoires de désenfumage d'une surface équivalente à 2 % de la surface au sol, à commande manuelle et automatique asservie à la détection incendie prévue dans la cellule et les combles. L'arrivée d'air frais nécessaire au désenfumage des combles sera assurée par l'espace maintenu entre le bardage haut des façades et les panneaux sandwichs.

Le couloir de liaison avec l'entrepôt actuel sera doté d'une porte coupe feu 2 heures également asservie à la détection incendie.

Au niveau du pignon du nouvel entrepôt dirigé vers les bâtiments existants, un mur REI 120 est prévu sur une hauteur de 9,2 m, avec retour sur les grandes façades.

Ces dispositions spécifiques visent à protéger les bâtiments existants d'une ruine éventuelle du nouvel entrepôt (la protection au feu du pignon orienté vers l'existant étant renforcée par rapport au reste de la structure).

5.7 Modélisation des zones d'effets en cas d'incendie

Les distances d'effets d'un incendie sont présentées dans le tableau suivant :

Résultats	Façade Nord (vers entrepôt actuel)	Façade Est (vers parcelle libre)	Façade Sud (vers route de la Paragère)	Façade Ouest (Vers RD86)
Mur REI120	9,2 m	-	-	-
ZEI (3 kW/m ²)	Non atteint	23,9	14,8	23,9
ZEL (5 kW/m ²)	Non atteint	14,9	10,1	14,9
ZELS (8 kW/m ²)	Non atteint	8,2	7,3	8,2
Distance de la paroi aux structures voisines (en m)	10 m à l'entrepôt actuel	PARCELLE libre sur 180 m	23,4 m à la route de la Paragère	70 m à la RD86

L'ensemble des zones d'effets thermiques reste confiné à l'intérieur des limites de propriété.

Les flux thermiques calculés n'atteignent pas l'entrepôt existant, grâce au mur coupe-feu prévu pour le pignon Nord.

Etude d'ingénierie d'incendie

Les conclusions de l'étude spécifique d'ingénierie incendie sont :

1 - L'organisation incendie et notamment l'évacuation des locaux est compatible avec les dispositions constructives de l'entrepôt. L'interdiction de toute intervention de personne seule est préconisée, avec a minima deux personnes ou une personne équipée d'un PTI. Cette disposition sera retenue par la LAITERIE SAINT PERE.

Par ailleurs, il est rappelé que l'entrepôt est automatisé (stockage de masse), en conséquence aucun poste de travail n'y est présent.

Seules des interventions ponctuelles seront réalisées : maintenance préventive et curative, surveillance, contrôle.

2- L'entrepôt est de structure métallique dont la stabilité au feu est inférieure à 15 mn dans le cadre d'un feu normalisé DTU Feu Acier. C'est à dire que dès l'embrasement généralisé de la cellule, la stabilité est limitée à quelques minutes. Le bâtiment sera évacué en moins de 4 mn au cours de la phase de développement du feu soit bien avant l'embrasement généralisé (10 à 15 mn). L'arrivée des premiers secours se situerait à environ 15 mn après l'appel. Les secours extérieurs ne pourront donc accéder dans l'entrepôt sans risque majeur et devront concentrer leurs efforts sur la défense extérieure et la protection des autres structures et équipements. Les exercices incendie dans le cadre de l'organisation interne et du plan ETARE confirmeront ces éléments (délais d'évacuation et d'intervention extérieur).

3 - La plate forme d'accès extérieure est élargie à 30 m sur la longueur de l'entrepôt, ceci afin de permettre aux secours extérieurs de pouvoir se dégager (distance supérieure à la hauteur de l'entrepôt), compte tenu de la forte probabilité d'effondrement de l'entrepôt vers l'extérieur.

Les voiries publiques sont suffisamment éloignées et ne seront pas impactées par un éventuel effondrement: absence d'effet par effondrement hors des limites de propriété.

4 - Le bâtiment existant distant de 10 m pourrait subir des dommages dus à l'effondrement potentiel de l'entrepôt de stockage de masse (les personnes ayant évacuées). L'exploitant doit mettre en œuvre des mesures compensatoires.

Les mesures prévues correspondent à la mise en place d'une stabilité sur la partie nord du bâtiment.

Cette stabilité d'une heure minimale sera réalisée par la mise en place des dispositions suivantes :

- Croix de stabilité entre les files 2 et 3 en façade Ouest et Est
- Maintien de la stabilité (contreventements) existante (façade nord et en files 5 à 7).
- Création d'un mur coupe feu REI 120 à 9,2 m de hauteur en façade nord et retour en façades est et ouest jusqu'au poteau de file 3. Ce mur assurera un écran au feu des poteaux de structure (extérieurs).
- Les ouvrants du mur coupe feu REI 120 seront traités EI 120 (coupe feu deux heures).
- Cette stabilité assurée durant une heure pourra être complétée par la défense incendie extérieur par refroidissement complémentaire de la structure du bâtiment avec les lances incendies des services de secours, le dégagement des secours extérieurs étant assuré.

5 - Les panneaux sandwichs seront de classe Bs3d0. Les câbles électriques les traversant seront équipés de fourreaux non propagateurs de flamme,

6 - Aucun stockage extérieur contigu à l'entrepôt ne peut être accepté compte tenu de la nature des parois.

7 - Les combles et la galerie de liaison seront désenfumés.

8 - L'organisation de l'établissement étant un élément majeur, l'exploitant portera ses efforts sur:

- les exercices d'évacuation,
- l'entretien des équipements et notamment des installations électriques (la thermographie infrarouge est pratiquée annuellement à la Laiterie St Père).

L'étude ingénierie conclut que :

La conception structurelle du bâtiment, son implantation, son mode d'exploitation (absence de personnel), les mesures prévues pour la prévention d'un incendie et la protection des structures en cas de sinistre (détection incendie, désenfumage, voie d'intervention élargie pour les secours) permettront donc d'assurer une évacuation des personnes et une

intervention des secours compatibles avec la cinétique d'incendie, et d'éviter une ruine du nouvel entrepôt vers les structures existantes.

La ruine vers l'extérieur des façades non dirigées vers l'existant n'aurait aucune conséquence inacceptable, étant donné l'éloignement de la limite de propriété et le recul prévu de la voie d'intervention réservée aux services de secours.

6. Propositions de l'inspection et consultation des services

L'activité principale de traitement du lait de la Laiterie Saint Père relève de la rubrique n°2230 de la nomenclature, pour une capacité autorisée de 640 000 litres équivalent lait/jour. Cette rubrique concerne la réception, le stockage et la transformation du lait.

Dans le cadre de la procédure administrative ayant conduit à l'obtention de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2007, les entrepôts existants de stockage de produits finis avaient été classés sous couvert de cette rubrique principale n°2230 (intégrant le stockage des produits laitiers).

Le dossier de demande d'autorisation ayant conduit à l'obtention de l'arrêté préfectoral mentionnait clairement que le stockage des produits finis était réalisé dans trois chambres de stockage (deux chambres froides et une chambre à température ambiante) et que cette activité relevait de la rubrique 2230 au titre du stockage de lait ou de produits issus du lait.

Depuis la constitution du dossier Installations Classées pour la Protection de l'Environnement concernant le nouvel entrepôt frigorifique, de nouvelles interprétations du groupe de travail national sur les entrepôts mis en place par le ministère ont conduit à revoir cette interprétation, et à prévoir le classement des stockages de produits finis sous la rubrique n°1510 (Guide d'application de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510, réponse à la question 5 sur l'article 2).

Compte tenu de cette nouvelle interprétation les entrepôts de stockage de produits laitiers ont été intégrés à la rubrique 1510.

Toutefois, l'entrepôt prévu par la Laiterie Saint Père étant un entrepôt frigorifique, les dispositions des arrêtés ministériels du 5 août 2002 et du 23 décembre 2008 relatif aux entrepôts soumis à autorisation et à déclaration au titre de la rubrique 1510 ne sont pas applicables.

Le dossier déposé par l'exploitant conclut que :

- les parois de l'entrepôt sont suffisamment éloignés des limites de propriété pour ne pas générer d'effets en dehors des limites de propriété en cas d'effondrement.
- Les flux thermiques générés par un incendie dans l'entrepôt restent confinés dans les limites de propriété.

Malgré ces éléments l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de compléter son dossier sur les aspects suivants :

- justifier que l'effondrement des parois de l'entrepôt vers l'extérieur ne générera pas d'effets en dehors des limites de propriété.
- L'étude ingénierie a prévu le renforcement du pignon nord pour lui permettre d'obtenir une tenue au feu 1 heure. Toutefois, cette étude n'a pas conclu sur le fait que cette disposition seule permettait de s'assurer du non effondrement du pignon nord vers les bâtiments existants. L'étude ingénierie devra donc être complétée sur ce point.
- Compte tenu de la hauteur atypique de l'entrepôt pouvant générer des problèmes d'intervention, l'inspection des installations classées a proposé à la préfecture de

Loire-Atlantique de consulter le service départemental d'incendie et de secours sur le dossier déposé par la Laiterie Saint Père.

Le service départemental d'incendie et de secours a émis un avis le 11 mai 2009 sur le dossier de la Laiterie Saint Père.

Le SDIS estime nécessaire la prise en compte des observations suivantes :

1°/ Aménager la voirie périphérique à l'entrepôt, de telle sorte qu'elle réponde avec conditions suivantes :

- largeur de la voie : 4 mètres
- longueur minimale de 10 mètres
- pente inférieure à 10 %
- rayon de braquage intérieur minimal dans les virages : 11 mètres
- surlargeur dans les virages : $S=15/R$ pour des virages de rayon R inférieur à 50 mètres
- force portante calculée pour un véhicule de 160 kilonewtons avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au minimum
- résistance au poinçonnement : 80 kN/cm² sur une surface circulaire de 0,20 m²
- éloignement du bâtiment : 25 mètres
- prévoir une aire de retournement pour véhicules poids-lourds, en extrémité de voie.

2°/ Mettre en place une signalétique aux abords de la voie, indiquant le risque d'effondrement de la structure en cas d'incendie et l'interdiction de s'approcher à moins de 25 mètres de l'entrepôt.

3°/ Mettre à jour le P.E.R. (Plan d'Etablissement Répertoire) en collaboration avec le Bureau Opérations du groupement territorial de Bourgneuf en Retz – Zone Industrielle “ Les Jaunins ” 44580 BOURGNEUF EN RETZ (tél : 02.40.64.59.30).

Ces observations ainsi que celles de l'inspection des installations classées ont été répercutées à l'exploitant qui y a répondu par courriers du 15 mai et du 2 juin 2009.

Dans ces compléments l'exploitant a fourni une étude ingénierie complétée qui conclut que la mise en place des dispositions citées plus haut concernant le pignon nord ainsi que la mise en place d'une protection extérieure et intérieure de la structure de l'entrepôt par des canons à eau permettaient de s'assurer de la stabilité du pignon nord pendant une heure et par voie de conséquence l'absence de ruine vers le bâtiment existant.

L'exploitant a répondu favorablement aux observations du SDIS.

L'exploitant a précisé que pour garantir l'absence d'effets en dehors des limites de propriété liés à l'effondrement des parois de l'entrepôt, l'exploitant s'engage à prolonger le merlon déjà prévu à l'angle de la RD86 et de la route de la Paragère le long de cette route.

7. Avis de l'inspection des installations classées

CONSIDERANT le dossier déposé par l'exploitant démontrant que l'effondrement des parois sud, est et ouest de l'entrepôt suite à un incendie n'engendrera pas d'effets en dehors des limites de propriété,

CONSIDERANT que les conclusions de l'étude ingénierie indiquant que la mise en place de dispositions reprises dans le présent arrêté permettaient de s'assurer qu'un incendie dans l'entrepôt n'induirait pas un effondrement de la paroi nord vers les bâtiments existants en cas d'incendie,

CONSIDERANT les dispositions prises pour permettre l'intervention des services de secours en toute sécurité malgré l'effondrement des parois de l'entrepôt vers l'extérieur,

CONSIDERANT que l'entrepôt est entièrement automatisé et donc qu'il n'y aura de présence permanente de personnels,

CONSIDERANT la nature des matières stockées dans le nouvel entrepôt (produits issus du lait dans leur emballage) et notamment le fait que les matières combustibles ne représentent que 240 t sur les 1 440 t stockées au total,

L'inspection des installations classées propose d'autoriser, sous la forme d'un arrêté préfectoral complémentaire pris dans le cadre des dispositions de l'article R 512-31 du Code de l'environnement, l'exploitation de l'entrepôt prévu par l'exploitant et propose donc au préfet de Loire-Atlantique de soumettre ce projet d'arrêté préfectoral à l'avis des membres du CODERST.

Le présent rapport a été établi dans le souci du respect des quatre grandes valeurs fédératrices précisées par la Charte de l'inspection des installations classées : compétence, impartialité, équité et transparence. Il est le résultat d'un travail collectif au sein de l'inspection des installations classées et a notamment fait l'objet d'une vérification puis d'une validation adaptées aux enjeux.

Conformément à la politique Qualité de la DREAL Pays de la Loire et au programme de modernisation de l'inspection des installations classées, l'inspection des installations classées est à l'écoute de ses bénéficiaires en vue d'améliorer de manière continue la qualité du service rendu. Les éventuelles remarques et réclamations sur le présent rapport sont à adresser à Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement – Service des risques naturels et technologiques – 2 rue Alfred Kastler – BP 30723 – 44307 Nantes Cedex 3.



